



Insee

POINT CONJONCTUREL

Vue d'ensemble

A l'automne, l'économie française voit se confirmer la solidité de la croissance retrouvée en 1988. La production manufacturière poursuit sa progression à un rythme élevé comparable à celui du premier semestre et pourrait connaître une accélération en glissement par rapport à l'an dernier. Compte tenu de ces perspectives favorables, la reprise de l'emploi observée en 1988 se poursuivrait, et le taux de chômage pourrait fléchir d'ici la fin de l'année. Cette croissance soutenue resterait compatible avec une certaine modération des évolutions nominales : la hausse des prix se ralentirait au second semestre.

La demande intérieure de produits manufacturés prendrait le relais des exportations pour soutenir la croissance au second semestre, et sa hausse serait sensiblement plus forte que ce que nous avons retenu précédemment. Sur l'ensemble de l'année, sa croissance en glissement pourrait être aussi vive que l'an dernier. Du fait de la vigueur de la demande intérieure, la progression des importations de produits manufacturés demeurerait élevée et resterait supérieure

à celle des exportations, mais en serait beaucoup plus proche qu'en 1988. Malgré un environnement international légèrement moins porteur qu'en 1988, la répartition de la demande totale de produits manufacturés entre demande intérieure et exportations serait en effet plus équilibrée, du fait de gains de compétitivité. Toutefois, au second semestre les importations progresseraient plus que les exportations en raison de la tonicité de la demande intérieure.

Le solde de nos échanges extérieurs aurait ainsi une évolution moins favorable que prévu en juillet. Mais l'augmentation du déficit commercial cette année serait compensée par une sensible amélioration du solde touristique (en partie induite par le Bicentenaire) et de celui des services : le déficit courant pourrait être du même ordre que l'an dernier. La croissance de la demande intérieure serait donc supportable en 1989, mais à un horizon plus lointain, sa vigueur pourrait rétrécir le chemin d'une croissance en harmonie avec celle de nos principaux partenaires.

Une baisse du taux de chômage

La croissance de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles (SMNA) en 1988 a été revue en hausse en fonction des statistiques annuelles de l'UNEDIC : elle a été de 250.000 personnes soit 1,9 % (au lieu de 1,6 % indiqué en juillet dernier).

D'après l'enquête du ministère du travail la croissance de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles se serait légèrement infléchi au premier semestre : 0,6 % après 0,9 % par semestre en 1988 1/. L'amélioration de l'emploi dans l'industrie manufacturière se confirme mais la croissance de l'emploi semble se ralentir dans le Tertiaire marchand (Commerce et Intérim) et marquerait une pause dans le bâtiment (BGCA).

1/ Si l'inflexion au deuxième trimestre est commune aux diverses sources, une divergence d'appréciation sur la vivacité de la croissance de l'emploi existe sur l'ensemble du premier semestre (cf encadré).

Cette inflexion observée au deuxième trimestre devrait être compensée au second semestre ; sur l'ensemble de l'année, la croissance des effectifs salariés pourrait approcher celle de 1988 (de 210.000 à 250.000 emplois suivant l'hypothèse faite sur la croissance des emplois intérimaires).

Après un premier semestre marqué par la forte baisse du nombre des TUC et des SIVP, la politique de l'emploi au second semestre devrait à nouveau contribuer positivement à la croissance des effectifs (contrats de retour à l'emploi, PIL, moindre baisse des SIVP et TUC). Toutefois, sur l'ensemble de l'année, la réduction de l'impact des politiques pour l'emploi resterait significative.

Les effectifs des secteurs manufacturiers augmenteraient au second semestre au même rythme qu'au premier compte tenu de la progression de l'activité : les secteurs des Biens d'équipement et de Consommation en bénéficieraient davantage que celui des Biens intermédiaires. Dans le Bâtiment Génie civil et agricole, la croissance de l'emploi reprendrait au second semestre après la baisse du deuxième trimestre parallèlement à l'évo-

Les statistiques sur l'emploi

Sur l'année 1988

Avant l'été, les statistiques trimestrielles sur l'emploi faisaient état :

- d'une évolution de 1,6 % en glissement sur le champ des secteurs marchands non agricoles (SMNA) selon l'enquête du ministère du travail (ACEMO, interrogeant les établissements de plus de dix salariés) complétée par l'INSEE ;
- d'une évolution de 2,1 % selon les données infra-annuelles de l'UNEDIC sur son propre champ.

La différence de champ habituelle (secteurs couverts, prise en compte des stages d'insertion à la vie professionnelle) expliquait en grande partie l'écart (0,4 point). A champ commun, c'est-à-dire sur les effectifs y compris SIVP des secteurs marchands non agricoles hors GEN, action sociale et hôpitaux publics, les évolutions étaient respectivement de 1,8 % (ACEMO-INSEE) et 2,0 % (UNEDIC). La différence de pondération sectorielle expliquait le reste.

La statistique annuelle UNEDIC a conduit à un recalage aussi important pour les deux sources trimestrielles sur le champ commun précédemment défini. L'évolution révisée de la statistique ACEMO-INSEE est donc de 1,9 % sur le champ des SMNA et celle de l'UNEDIC de 2,3 % sur son propre champ.

Au premier semestre 1989

La croissance de l'emploi se ralentit selon les estimations provisoires de l'enquête du ministère du travail (+ 0,5 % sur le champ des SMNA) et s'accélère selon celles de l'UNEDIC (+ 1,8 % sur son champ). La moitié de l'écart résulte des différences de champ (0,4 point dû à la baisse des SIVP, 0,2 point aux autres différences sectorielles). L'écart résiduel de 0,6 point reste pour l'instant inexplicé. Il porte également sur chacun des trimestres et concerne essentiellement le tertiaire marchand au premier trimestre et le bâtiment et l'industrie au deuxième. Cependant, les profils issus des deux sources sont semblables, et révèlent un net freinage au deuxième trimestre.

lution de l'activité dans ce secteur. La reprise de la consommation des ménages au troisième trimestre devrait favoriser l'emploi dans le secteur Tertiaire marchand.

Les résultats de l'enquête emploi de mars 1989 ont conduit à réviser en baisse le niveau du taux de chômage de 0,5 point : fin septembre, il se situait à 9,5 %. Compte tenu du plus grand dynamisme de l'emploi et des politiques spécifiques au second semestre, le taux de chômage actualisé par les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) pourrait fléchir à 9,3 % en fin d'année malgré le supplément d'inscriptions qu'induirait les contrats liés au Revenu Minimum d'Insertion (cf note de conjoncture de juillet).

Une décélération des prix au second semestre

Le taux majoré de TVA est passé de 28 % à 25 %, le 8 septembre pour les voitures de tourisme et les motocyclettes de plus de 240 cm³ (y compris locations et crédit-bail) et le 15 septembre pour l'électronique grand public (hors télévisions qui étaient déjà au taux normal), les appareils photos et caméras, les supports du son et de l'image, la parfumerie alcoolique, la bijouterie-joaillerie et les fourrures. La même mesure affectera au 1er janvier 1990 les derniers produits taxés au taux majoré - tabacs, jeux de hasard - mais un relèvement simultané des taxes spécifiques laissera leur prix inchangé.

L'impact de cette baisse du taux de TVA est de - 0,1 point sur l'indice d'ensemble et conduirait à un glissement de l'indice des prix de détail de 3,6 % en 1989. La diminution du taux de TVA sur les médicaments de 5,5 % à 2,1 % inscrite dans la loi de finances aurait un impact à la baisse supplémentaire de - 0,1 point si elle intervenait avant la fin de l'année.

Après le regain d'inflation observé au premier semestre en raison de la remontée des cours du baril et du dollar, le rythme de hausse des prix ralentirait au second semestre (1,5 % après 2,1 %), mais le glissement sur les douze derniers mois de l'indice des prix (3,4 % en septembre) augmenterait d'ici la fin de

l'année. Cette hausse serait due aux prix de l'énergie : sous l'hypothèse d'une remontée du cours du baril à 18 \$ sur la fin de l'année, ces derniers n'auraient plus l'influence favorable qu'ils ont eu dernièrement (- 2,8 % de baisse entre juin et août).

L'évolution des prix alimentaires resterait soutenue : le glissement sur les douze derniers mois de ces produits atteint + 4,9 % en septembre et ne devrait pas diminuer d'ici la fin de l'année.

A l'inverse, la progression des prix des produits manufacturés devrait être plus modérée que ce que nous avons prévu (hors les effets de la TVA). La légère accélération qui a pu être constatée au premier semestre serait transitoire, le glissement des prix retrouverait ainsi un rythme plus modéré au second semestre, en rapport avec le ralentissement des prix de production dans le secteur des biens de consommation dès le second trimestre.

Une demande intérieure plus soutenue...

La demande intérieure finale de produits manufacturés semble bien à l'automne prendre le relais des exportations pour soutenir la croissance. Mais sa vigueur apparaît plus ample que prévu : l'ensemble consommation des ménages et investissement accélérerait nettement en glissement ; y compris stocks, la demande intérieure finale ne devrait pas connaître d'inflexion en glissement par rapport à l'an dernier.

La consommation de produits manufacturés connaît en effet une forte hausse au troisième trimestre (de l'ordre de 3 %), encore plus vive qu'attendu. Celle-ci n'est pas seulement le fait d'achats d'automobiles particulièrement élevés (de l'ordre de 210.000 véhicules/mois en données CVS) mais touche l'ensemble des biens durables. Le retrait de ces achats au printemps se trouve largement effacé. La croissance de la consommation de produits manufacturés retrouve à l'automne un glissement annuel de l'ordre de 4 % soit celui de la période fin 1987 - début 1988 ; observé au début de 1989, celui-ci apparaissait alors largement le fait d'un supplément transitoire d'achats, permis par la douceur du climat et ses conséquences sur la con-

sommation d'énergie (effet de substitution). L'opinion des commerçants sur le volume de leurs ventes confirme le sens comme l'ampleur du mouvement et la bonne tenue de leurs intentions de commandes laisse penser que ce rythme pourrait se maintenir jusqu'à la fin de l'année. L'accélération par rapport à 1988 (de 2,4 % à 4,7 % en glissement) serait ainsi sensible.

La baisse du taux majoré de TVA de 28 % à 25 % décidée début septembre aurait une influence négligeable sur la consommation d'ici la fin de l'année. Cette mesure touche principalement l'automobile et les appareils électro-acoustiques et de photo-cinéma (hors télévision) mais compte tenu de la faible répercussion prévisible sur les prix de ces derniers produits, l'effet sur la demande résulterait essentiellement des conséquences sur l'automobile (baisse du prix TTC de 2,3 %). Or la suppression des avantages fiscaux liés à la location avec option d'achat devrait d'ici la fin de l'année en neutraliser les effets bénéfiques 1/. C'est seulement en 1990 que la combinaison des deux mesures conduirait à un supplément de trente à quarante mille immatriculations sur l'année (soit 1,5 % du marché).

L'accélération de la consommation en produits manufacturés en 1989 se répercute sur la consommation totale : celle-ci devrait connaître une croissance au moins aussi vive que l'an dernier en moyenne (2,8 %), ce qui correspond à une réelle accélération en glissement.

La croissance du pouvoir d'achat du revenu disponible serait légèrement inférieure à celle de la consommation en moyenne et comparable en glissement. Si au premier semestre, les prélèvements sociaux et fiscaux ainsi que le niveau plus élevé de l'inflation ont pesé sur le pouvoir d'achat, celui-ci retrouverait au second semestre un rythme de hausse soutenu, accentué par la concentration ponctuelle des mesures attendues au der-

nier trimestre. Ainsi la vivacité de la consommation ne s'expliquerait que partiellement : les délais habituels d'ajustement de la consommation au revenu laisseraient attendre un surcroît d'achats plus tardif. Cependant, face à des perspectives de croissance soutenue, les ménages ont pu anticiper la hausse de leur pouvoir d'achat.

La progression du pouvoir d'achat en 1989, quoiqu'inférieure à celui de 1988, apparaîtrait désormais supérieure à la moyenne des deux dernières années (2,6 % en moyenne après 2,2 % par an sur l'ensemble des années 1987-1988).

Le principal élément nouveau qui affecte le pouvoir d'achat est la prime de croissance qui sera versée en novembre aux agents de la fonction publique : 1.200 F pour les actifs, 900 F pour les retraités et 450 F pour les ayant-droit. Cette prime de croissance devrait bénéficier non seulement aux fonctionnaires de l'Etat mais aussi au personnel de la fonction publique territoriale et hospitalière. Avec les mesures spécifiques à certains ministères (intérieur, finances), elle représenterait 7,2 milliards (0,2 point du revenu annuel de l'ensemble des ménages), dont 5,8 milliards de salaires (soit 1 % de la masse salariale des administrations publiques), qui s'ajouteraient aux mesures liées au plan Jospin (2 milliards prévus pour 1989). Dans certaines grandes entreprises nationales, une prime exceptionnelle représentant environ 0,5 % de la masse salariale, a également été accordée en octobre.

Dans les entreprises non financières non agricoles (hors GEN), le rythme de hausse trimestriel du taux de salaire horaire ouvrier (TSH) revient en juillet dans la tendance observée en 1988 (0,9 %), endiguant, ainsi les inquiétudes sur un éventuel dérapage salarial qu'avait pu faire naître la forte progression observée en début d'année (+ 1,3 %) ; celle-ci apparaît désormais résulter essentiellement d'un rattrapage au titre de 1988 auquel se serait ajouté un effet de calendrier. Cette analyse incite à retenir une évolution du TSH de 4,2 % en glissement sur l'année (après 3,4 % en 1988) ; le pouvoir d'achat du taux de salaire brut connaîtrait une légère accélération en glissement et un ralentissement en moyenne. L'intéressement et la participation distribuée des entreprises privées pourraient

1/ Ce système permettait aux sociétés de crédit-bail de récupérer un cinquième de TVA par année civile entamée depuis le début du contrat, lors d'un rachat du véhicule par le client. Cet avantage était souvent retrocédé sous forme d'un crédit gratuit pendant un an. Les immatriculations correspondantes étaient concentrées en fin d'année (location en fin d'année n avec un rachat en début d'année n+2).

représenter comme en 1988 au moins 0,5 % de la rémunération nette des salariés (soit plus d'une dizaine de milliards). Après prise en compte des cotisations sociales, le pouvoir d'achat de la masse salariale nette reçue par les ménages croît en moyenne sur l'année au même rythme qu'en 1988.

La vigueur de l'investissement productif est confirmée par la poursuite de l'accélération des crédits à l'investissement au deuxième trimestre. Au moins égale à 7 % (après 9,4 % en 1988) sa croissance serait marquée par un contenu en produits manufacturés nettement plus élevé qu'en BTP. En effet, pour les constructions autres que le logement, les mises en chantier ralentissent fortement tandis que les autorisations plafonnent.

Avec une demande dont la croissance serait plus vive que l'an dernier, la formation de stocks devrait être plus importante qu'en 1988. Les stocks de produits manufacturés continueraient ainsi de contribuer positivement à la croissance globale.

... une hausse toujours vive des importations de produits manufacturés...

La vivacité de la demande intérieure conduirait à une progression soutenue des importations qui serait légèrement inférieure en moyenne annuelle à celle de 1988, compte tenu de l'amélioration de notre compétitivité-prix.

Dans l'ensemble des branches de l'industrie manufacturière, l'automobile exceptée, la hausse des importations au second semestre serait comparable à celle du premier semestre. Sur l'année, les importations de Biens d'équipement professionnel, de Biens de consommation et d'Automobile augmenteraient plus que celles de Biens intermédiaires, en liaison avec la structure de la demande intérieure tirée par la consommation et l'investissement plutôt que par les consommations intermédiaires.

... et une croissance plus forte de la production.

Au premier semestre, la croissance de la production manufacturière s'est révélée

aussi vive que prévu, tirée par les secteurs des Biens d'équipement professionnel (+ 5,0 %) et de l'Automobile (+ 6,1 %), un léger ralentissement ayant été observé pour la production de Biens intermédiaires (+ 0,8 %).

Au second semestre, la production nationale profiterait du surcroît de demande intérieure et progresserait à un rythme égal à celui du premier semestre. L'accélération de la production de Biens de consommation et le rebond de la production de Biens intermédiaires (après la stagnation relative du premier trimestre) viendraient pallier le ralentissement de la production automobile imputable aux grèves 1/ ainsi qu'aux tensions sur les capacités de production. De plus, la production de Biens d'équipement n'enregistrerait pas d'inflexion notable.

Au total la croissance de la production manufacturière en 1989 serait comparable, en moyenne annuelle, à celle de 1988 et serait plus forte en glissement. Les secteurs des Biens d'équipement professionnel, des Biens de consommation et de l'Automobile y contribueraient davantage que celui des Biens intermédiaires dont la croissance de la production serait plus modérée qu'en 1988.

Ainsi, après avoir stagné entre 1980 et 1986, la production manufacturière, qui a recommencé à croître dès 1987 et connu une nette accélération en 1988, ne semble pas du tout ralentir son rythme de croissance. Ce jugement est corroboré à la fois par les résultats de l'enquête mensuelle de septembre dans l'industrie, qui révèle des perspectives favorables de développement de la production, et par le dernier indice connu de la production industrielle (IPI des mois de juillet-août 1989). Selon cette dernière source, la progression de la production mesurée par la croissance de l'IPI mensuel sur les douze derniers mois connus (bimestre juillet-août 1989 par rapport au même bimestre de l'année précédente) se révèle très forte pour l'Automobile (+ 9 %), les Biens de consommation (+ 8 %), la hausse de la production de Biens intermédiaires étant plus modérée (+ 3 %).

1/L'impact des grèves serait de 60.000 véhicules soit 2 % de la production annuelle.

La croissance du produit intérieur brut sur le premier semestre estimée précédemment, a été revue en hausse (+ 2,1 % estimés actuellement), en raison d'une augmentation plus forte de la production d'énergie et de services. Compte tenu des perspectives de croissance de la production manufacturière sur le second semestre, une progression du produit intérieur brut marchand comparable à celle de l'année 1988 est désormais envisageable ^{1/}. En glissement annuel, la croissance du produit intérieur brut pourrait même être supérieure à celle enregistrée l'an dernier.

Un environnement international qui reste porteur.

Bien que le ralentissement des demandes intérieures des pays de l'OCDE soit indéniable au vu des indicateurs disponibles actuellement, les perspectives de croissance de l'économie mondiale restent favorables. Il apparaît en effet que le ralentissement qui concerne plus particulièrement les Etats-Unis et le Royaume-Uni soit moins prononcé qu'il n'était prévu à l'été.

Aux Etats-Unis, le relâchement des tensions inflationnistes et l'amélioration de la balance courante ont permis à la politique monétaire de devenir plus accommodante dès le début du printemps. De plus, l'évolution du revenu des ménages semble avoir été plus forte, ce qui a soutenu leur demande.

En Europe, les politiques monétaires ont eu vraisemblablement un effet moindre que ce qui était attendu sur l'évolution des demandes intérieures notamment au Royaume-Uni (où un ralentissement a pu être constaté dans le secteur du bâtiment affecté par la hausse des taux d'intérêt et dans celui de l'énergie en raison de la baisse de la production pétrolière). Par ailleurs, la croissance du Produit Intérieur Brut en RFA a été revue sensiblement en hausse et pourrait dépasser 4 % en 1989. Celle-ci est prin-

cipalement due aux échanges extérieurs, la demande intérieure étant tirée par l'investissement et par des facteurs spécifiques. Le déficit structurel de logements joint à l'arrivée plus massive d'immigrants des pays de l'Est a induit une très forte croissance de la production du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

Une dégradation des échanges de produits manufacturés

L'évolution plus rapide de notre demande interne conduirait à une détérioration du taux de couverture en volume de l'économie surtout sensible au second semestre, où les exportations augmenteraient moins vigoureusement que nos importations. A la différence de ce qui a été constaté depuis une dizaine d'années (où la hausse tendancielle a été de 0,6 point), les termes de l'échange manufacturier ne progresseraient pas en 1989 en raison de la hausse du dollar par rapport au franc. Il résulterait de ces évolutions des volumes et des prix une dégradation supplémentaire du solde manufacturier CAF-FAB par rapport à 1988 de l'ordre de 20 milliards de francs, qui serait plus marquée au second semestre qu'au premier. Le déficit de nos échanges de produits manufacturés serait ainsi compris entre 55 et 60 milliards (CAF-FAB).

Par ailleurs, le déficit des échanges énergétiques s'alourdirait en raison des hausses du prix du pétrole et du taux de change du dollar ; il retrouverait une valeur assez proche de celle observée en 1987 (- 82 milliards CAF-FAB après - 67 milliards en 1988). Enfin, l'amélioration de l'excédent agricole et agro-alimentaire engagée en 1988 devrait se poursuivre en raison d'une demande mondiale toujours aussi forte et d'une production céréalière qui, malgré la sécheresse, serait selon les dernières estimations du même ordre qu'en 1988 (le recul de la production de maïs étant équilibré par une augmentation de la production de blé tendre). L'excédent serait d'environ 50 milliards de francs (CAF-FAB).

^{1/} + 3,8 % en moyenne annuelle sur 1988 aux prix de 1980
(Comptes trimestriels).

PTC 8911

ISSN 0992-1664

Prix : 15 F



Imprimerie Nationale

9 171 298 P

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
/Direction générale : 18, boulevard Adolphe Pinard, 75675 PARIS Cedex 14
/Directeur de la publication : J.-C. MILLERON